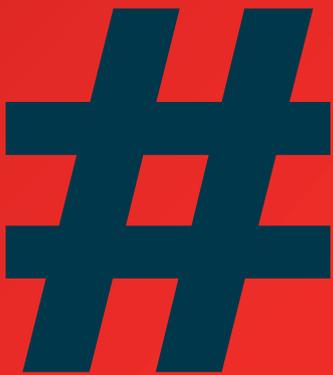


Jen Schradie

# L'ILLUSION DE LA DÉMOCRATIE NUMÉRIQUE



INTERNET  
EST-IL DE  
DROITE ?

**L'ILLUSION DE  
LA DÉMOCRATIE  
NUMÉRIQUE**



Jen Schradie

# L'ILLUSION DE LA DÉMOCRATIE NUMÉRIQUE

# INTERNET  
EST-IL DE  
DROITE ?

Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Aurore Labenheim

**quanto**

Version originale: *The Revolution That Wasn't:  
How Digital Activism Favors Conservatives*  
First published in the USA by Harvard University Press.  
ISBN 978-0-67-497233-9  
Copyright © 2019 by the President and Fellows of Harvard College  
Published by arrangement with Harvard University Press.

Traduction française: Aurore Labenheim  
Éditorial: Guillaume Bertrand

Maquette et mise en page: Kim Nanette

Première édition française 2022  
© Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne  
Quanto est un label des Presses polytechniques et universitaires romandes  
ISBN 978-2-88915-454-8

Tous droits réservés  
Reproduction, même partielle, sous quelque forme ou sur quelque support  
que ce soit, interdite sans l'accord écrit de l'éditeur

Imprimé en France

# Sommaire

Introduction à l'édition française La fausse promesse de l'activisme numérique .....	7
Introduction à l'édition originale Syndicats du secteur public, patriotes et bataille pour internet .....	25
1 La grande pyramide sociale et les coûts cachés d'internet .....	59
2 La vengeance de la bureaucratie et l'organisation de l'activisme numérique .....	133
3 À droite, un évangélisme numérique solidement implanté .....	209
4 L'équité radicale de la gauche et sa mise sous silence numérique .....	285
Conclusion Les dangers de l'écart d'activisme numérique pour la démocratie .....	347
Appendice méthodologique .....	371
Remerciements .....	405
Notes .....	413
Table des matières .....	459
Index .....	463



# Introduction

## à l'édition française

### La fausse promesse de l'activisme numérique

Depuis plus de vingt ans, on présente internet comme une force révolutionnaire égalisatrice qui a permis de redéfinir la notion même de militantisme, particulièrement à la suite de la montée en puissance des réseaux sociaux. Au cours des années 2010, l'émergence de vigoureuses campagnes de protestation articulées autour d'un hashtag illustre parfaitement ce sentiment. Citons par exemple l'impact international de #JeSuisCharlie en 2015 suite à l'attentat perpétré dans les locaux du journal satirique *Charlie Hebdo*. L'année suivante, #NuitDebout donne une visibilité numérique au mouvement de protestation contre la loi Travail. #MeToo, et son équivalent français #BalanceTonPorc, se répandent comme une traînée de poudre après l'explosion d'un scandale de harcèlement sexuel qui a touché Hollywood, mais dont les soubresauts ont également atteint la sphère politique. On peut parler aussi de #WomensMarch, à l'origine d'une des manifestations de masse spontanées les plus importantes de l'Histoire, y compris dans dix des plus grandes villes françaises. L'activisme semble alors accessible, immédiat et ouvert à tous. Un hashtag accrocheur, ou l'actualisation judicieuse d'un statut semblent suffisants pour donner naissance à tout un mouvement. Soudain, tout un chacun est en mesure de changer le monde.

Si ce discours narratif célébratoire a largement dominé le discours depuis des années, il doit à présent se confronter directement à une vision de plus en plus inquiétante d'internet. Ce qui n'était qu'un murmure de contestation sur les plateformes

numériques et politiques s'est transformé en véritable clameur après le Brexit et l'élection de Donald Trump à la présidence américaine. Des plateformes comme Facebook et Twitter, naguère coqueluches de la démocratie numérique, se trouvent soudain sur la défensive en raison de leur rôle dans la diffusion d'infoc ou de fake news. Les inquiétudes au sujet du respect de la confidentialité se multiplient lorsqu'on apprend que certaines compagnies ont peut-être procédé au recueil de données sur les réseaux sociaux pour manipuler les électeurs. La Russie fait l'objet d'un examen scrupuleux. Le harcèlement en ligne, celui des femmes en particulier, semble impossible à stopper. Les terroristes utilisent eux aussi les réseaux sociaux pour diffuser leur propagande de violence. Les assemblées législatives tiennent des audiences spécifiquement consacrées aux notions de trolls, bots et pirates. Surtout, il y a cette peur grandissante qu'internet est devenu totalement hors de contrôle, et qu'il s'est laissé infiltrer par une forme de militantisme bien plus néfaste que tout ce qu'on aurait pu imaginer.

Les révélations d'Edward Snowden sur l'espionnage numérique du gouvernement avaient déjà mis à mal la vision quelque peu utopique d'internet. Mais ce n'est que quelques années plus tard, après le choc de l'élection de Trump, que le monde occidental prend pleinement conscience de la manière dont internet peut être utilisé pour asphyxier les mouvements démocratiques. Début 2018, de jeunes lycéens se tournent vers les réseaux sociaux pour exiger davantage de protection contre la violence des armes à feu ; ils sont virtuellement bâillonnés sur Twitter par une armée de bots.

Depuis mon emménagement en France, j'ai eu tout le loisir d'observer l'application de ces tendances planétaires à l'échelle locale. En 2018, les réseaux sociaux semblent jouer un rôle crucial dans le mouvement des Gilets jaunes. Les manifestations, initialement causées par une énième taxe sur le carburant, se transforment en mouvement de protestation politique et économique national. Un désenchantement généralisé qui va durer des mois. Les bots russes infiltrèrent rapidement les conversations en ligne.

Pendant la pandémie de Covid-19, les mesures de confinement imposées par le gouvernement alimentent régulièrement la polémique sur Twitter. On se demande si l'hashtag #SaccageParis, qui dénonce le manque de salubrité de la capitale, est le produit d'un réel mécontentement citoyen ou s'il émane de l'opposition à Anne Hidalgo, la maire socialiste. À l'aube de la campagne de l'élection présidentielle de 2022, les déclarations outrancières d'Éric Zemmour, candidat d'extrême droite de la Reconquête, sur la question de l'immigration font le tour de Twitter et accroissent ses perspectives de succès.

Bien. Mal. Utopie. Dystopie. L'impact des technologies digitales sur le militantisme politique fait l'objet de toutes les conversations, et se trouve au milieu de débats passionnés sur le rôle joué par Facebook, Twitter, YouTube, Instagram et désormais TikTok dans la prise de parole d'acteurs qui n'avaient jusque-là jamais eu voix au chapitre. Si, pour beaucoup, cela constitue nouvelle matière à réflexion, le sujet est lui central dans mes recherches depuis une dizaine d'années : qui sont les personnes en capacité d'utiliser ces nouveaux outils numériques ? Quelle sont leurs motivations ? Et sous quelles formes se manifeste leur activisme ?

Le choix d'étudier l'intersection entre médias numériques et militantisme relève d'un intérêt aussi bien personnel que professionnel. À l'origine, c'est mon expérience de terrain des technologies de communication et des mouvements sociaux qui m'a incitée à vouloir aller regarder au-delà des seuls gros titres sur l'activisme « hashtag ». En 1988, je me trouvais en Amérique Centrale dans le cadre de mes études de premier cycle à l'université Duke. Les États-Unis y menaient alors une guerre clandestine contre les mouvements populaires. Afin de mettre un terme à l'intervention militaire américaine, certains activistes locaux encouragèrent les Américains alors présents sur place, dont je faisais partie, à partager publiquement leur expérience. C'est ce que je fis, avec des milliers d'autres journalistes. À cette époque d'avant internet, j'écrivis des articles pour des publications étudiantes et des journaux communautaires. D'autres couvrirent le

reste, de l'envoi de lettres aux rédacteurs en chef à la mise en place de discussions dans les églises et les sous-sols de campus universitaires.

Plus tard, je choisis d'embrasser la vidéo pour sa capacité à capturer directement, sans aucun intermédiaire, le récit des locaux, et ce, dans leurs propres mots. J'y devins accro. Le VHS semblait alors constituer un média révolutionnaire qui permettait aux plus démunis de toucher un public plus vaste. J'étais toujours étudiante à Duke lorsque je fis circuler la copie d'une vidéo réalisée par United Farm Workers, le syndicat des travailleurs agricoles, dont l'objectif était d'exposer les raisons de son boycott du raisin californien et de dénoncer l'utilisation par l'industrie agroalimentaire de produits chimiques toxiques. Je montrai cette vidéo à des classes entières d'étudiants, aux organisations de campus de tout poil et même aux membres de l'administration, tant et si bien que je finis par convaincre l'université d'apporter son support au syndicat et au boycott.

Après l'université, je devins un peu par hasard réalisatrice de documentaires. Je commençai de manière modeste, avec comme objectif d'exposer et de diffuser les nombreuses injustices sévissant dans la Ceinture noire américaine. Avec un ami, je consacrai un reportage à un groupe d'agriculteurs et de résidents noirs dont l'eau potable avait été contaminée par une usine de la région. Je m'épris rapidement de l'intensité avec laquelle les protagonistes pouvaient exprimer leur propre histoire, bien que de manière indirecte et différée.

Je restai dans le domaine de la communication pour diverses organisations bénévoles, offrant des services aussi variés que la production de vidéos, la rédaction de bulletins d'informations ou encore la fabrication de badges ou de tee-shirts. Mais la vidéo était ma véritable passion, même si mon temps libre et l'accès à l'équipement demeuraient des obstacles considérables. Je me trouvais souvent à emprunter les caméras d'écoles ou d'universités, et à profiter des stations d'accès public. À l'époque, c'était, pour les amateurs, l'un des seuls moyens d'utiliser un équipement de montage professionnel et de diffuser des vidéos.

Vers le milieu des années 1990, l'émergence des caméras et de l'édition vidéo numériques transforment radicalement la donne. Escortée d'un coréalisateur, je me rendis dans la jungle des Philippines pour interviewer des rebelles guérilleros. Nous eûmes le bonheur d'éviter d'avoir à transporter une lourde caméra analogique de format 16 mm avec ses énormes bobines de film lors de nos longues marches faites de nuit pour éviter toute détection. Deux personnes suffisaient désormais pour tourner des heures de séquences, puis les monter sur un simple Mac. À la première du film en 1999, nous eûmes le sentiment de faire partie d'une nouvelle révolution médiatique. Cependant, le processus de distribution en lui-même restait inchangé. Certains groupes de mouvements sociaux étaient en train de lancer leurs propres sites internet, mais personnellement, je devais continuer à me soumettre aux circuits traditionnels des tournées, festivals et plateaux de télévision publique. J'eus même l'occasion d'enseigner un cours entier sur les réseaux de distribution des documentaires consacrés aux questions sociales. Je connaissais bien la question.

La complexité du processus demeurait source de frustration. J'avais choisi de faire des films exposant des questions de vie ou de mort – que ce soit au sujet des 25 victimes de l'incendie d'une usine alimentaire en Caroline du Nord, des menaces proférées par le Ku Klux Klan à l'encontre de la syndicalisation des travailleurs noirs ou encore des agriculteurs tués alors qu'ils défendaient leurs terres contre les prometteurs immobiliers. Chaque fois, quel que soit le lieu de tournage, leur diffusion demandait des efforts incommensurables. Internet était censé changer la donne. Mais même lors des manifestations contre l'OMC en 1999, un évènement souvent considéré comme un moment charnière dans l'histoire de l'activisme, la distribution continuait à être problématique. En effet, une équipe d'activistes et de syndicalistes durent œuvrer sans relâche pour promouvoir une séance d'un de mes films lors de l'International Solidarity Night (ou « Soirée pour la solidarité internationale »). Ce n'est pourtant pas l'innovation numérique qui attira le plus l'attention des médias

de l'époque, mais bien comme d'habitude les vitrines cassées par des manifestants bombardés au gaz lacrymogène.

L'année 2006 voit l'avènement de la véritable révolution. Les activistes adoptent sans équivoque les plateformes technologiques comme vitrine du militantisme numérique. Le monde découvre YouTube à la suite de son achat par Google. Facebook devient accessible au grand public. Twitter fait ses débuts. Le magazine *Time* désigne les internautes générant du contenu en ligne « Personnalité de l'année ». La communication est désormais plus directe que jamais, grâce au flux continu ou « streaming » et aux appareils mobiles. Le monde de la technologie s'en trouve bouleversé.

C'est avec la volonté d'explorer les points de rencontre entre technologies numériques, inégalités et mouvements sociaux que j'entrai la même année à Harvard pour entamer mes études de troisième cycle. J'étais intriguée par leur potentiel, mais demeurais sceptique à l'idée qu'un tel phénomène pouvait faire une véritable différence sur le terrain. J'étais bien consciente en effet de la montagne de travail nécessaire pour produire et distribuer des reportages politiques, aussi éloquents soient-ils. Pourtant, ma carrière montrait clairement que chaque étape de l'évolution technologique avait de profondes conséquences, à la fois sur la manière de présenter une histoire, mais aussi sur l'identité même de son narrateur. Pour moi, il était primordial de bien identifier les gagnants et les perdants de ce chamboulement numérique.

Lorsque j'ai commencé mon doctorat en sociologie à l'université de Californie à Berkeley en 2007, j'ai dans un premier temps abordé les questions fondamentales de la fracture numérique, en regardant qui avait la possibilité de créer du contenu en ligne, et qui ne l'avait pas. C'est donc ainsi que j'approchai les mouvements sociaux de 2011. À ce moment-là, la majorité de l'analyse de l'activisme numérique semblait tourner autour de protestations hautement médiatisées comme celles du Moyen-Orient et de Wall Street. Mais ces études se focalisaient uniquement sur les groupes de gauche et les moments de crise. Or, j'avais personnellement fait partie de campagnes militantes déployées sur le long terme ;

j'avais été témoin du labeur et des corvées fastidieuses associées au développement progressif d'un mouvement. Je voulais donc découvrir comment ces mouvements, et tout un chacun, mettaient la technologie numérique au service de leur militantisme.

Il me fallait choisir un thème suffisamment englobant pour procéder à la comparaison de divers types de mouvements sociaux et de leur façon d'utiliser internet. Je ne souhaitais pas commencer par la partie émergée de l'iceberg de l'activisme numérique, ces mouvements qui attiraient déjà toute l'attention médiatique. Je ne voulais pas non plus sélectionner un groupe dont la présence numérique était connue de tous, pour ensuite alléguer l'impact d'internet sur les mouvements sociaux. C'est le contraire qui m'intéressait, à savoir comment la nature même du mouvement social pouvait influencer son usage d'internet.

Il semblait donc logique de retourner en Caroline du Nord, qui comptait non seulement des groupes d'extrême droite, de conservateurs modérés, de libéraux mais aussi des groupes d'extrême gauche. J'avais une bonne connaissance à la fois de son terrain politique, mais aussi d'un problème spécifique qui réunissait tous ces acteurs : la lutte des fonctionnaires pour leurs droits syndicaux. Et pour cause, puisque j'avais moi-même travaillé pendant plusieurs années au service de l'État en tant que productrice vidéo pour l'antenne de Caroline du Nord du réseau public de télécommunications. J'avais même réalisé pour la chaîne de télévision publique locale un reportage sur les difficultés rencontrées par les fonctionnaires les moins bien payés.

J'avais continué à m'intéresser de loin aux diverses préoccupations politiques et économiques des fonctionnaires de Caroline du Nord. Je savais que le Tea Party en pleine ascension et d'autres groupes conservateurs s'opposaient farouchement à cette question de négociation collective pour les fonctionnaires. Je me replongeai donc dans ce paysage afin de dresser un inventaire des puissances en présence.

Je répertoriai 34 groupes activement impliqués dans la question. Certains avaient de gros moyens financiers, d'autres non. On trouvait des sympathisants de gauche comme de droite.

Certaines structures avaient une organisation horizontale, alors que d'autres étaient hiérarchisées. Il y avait de nouveaux groupes de jeunes, et des jeunes qui avaient déjà roulé leur bosse avec leurs aînés. Syndicats, centres de travailleurs, groupes de défense des droits civiques et associations d'étudiants soutenaient les droits du travail. Dans l'autre camp, le Tea Party et d'autres groupuscules nationalistes d'extrême droite, ainsi que des groupes de réflexion conservateurs et certaines organisations professionnelles, s'opposaient à la syndicalisation. Ma recherche s'appuyait sur un ensemble de données issues de leurs contributions sur Twitter, Facebook et divers sites internet, mais aussi, de manière tout aussi importante, sur les longues heures d'observation passées sur le terrain à assister aux assemblées, réunions et campagnes de recrutement de ces 34 groupes.

J'ai découvert que le militantisme numérique s'articulait autour de trois facteurs principaux – inégalités, institutions, idéologies – qui servent de principes organisateurs de ce livre. Chaque chapitre se focalise sur certaines organisations qui exemplifient un facteur spécifique. Le chapitre d'introduction à l'édition originale expose à la fois les croyances populaires et les interrogations intellectuelles autour des différents types d'activisme numérique. Dans ce chapitre, j'explique également comment la Caroline du Nord, État dans lequel on trouve une industrie high tech et de prestigieuses institutions universitaires, mais aussi certaines des régions les plus pauvres du pays, constitue un terrain idéal pour saisir toute la gamme d'expériences potentielles offertes par les technologies numériques aux groupes de mouvement social.

Le premier chapitre s'intéresse à la question fondamentale de savoir si le militantisme numérique permet d'égaliser le terrain entre classes socioéconomiques. Je prends non seulement en compte la fréquence de publication et d'interaction en ligne, mais aussi la variation du contenu en lui-même en fonction de la classe sociale du groupe. Cette approche met en lumière des mécanismes de différenciation allant bien au-delà du simple accès aux différents gadgets numériques ou encore du niveau de compétences techniques. Mes conversations avec des fonctionnaires de

la Caroline du Nord rurale profonde, pour la plupart Noirs, m'ont appris que l'exploitation de la puissance d'internet ne va pas forcément de soi dans un contexte de répression et de racisme.

Le deuxième chapitre s'attaque à l'opinion commune selon laquelle le militantisme numérique fleurit surtout dans les mouvements à organisation horizontale, en opposition aux organisations hiérarchiques réputées rétives au numérique. J'analyse certains critères de hiérarchie et de bureaucratie, comme les niveaux de prise de décision et la taille de l'effectif, avant de les rapprocher au niveau d'engagement en ligne du groupe en question. En procédant à un examen poussé des pratiques quotidiennes de militantisme numérique, j'établis une analyse comparative entre un syndicat d'enseignants traditionnellement structuré et un groupe d'étudiants à l'organisation horizontale. Les deux groupes utilisent internet, mais il s'avère que l'engagement en ligne bénéficie de l'enracinement organisationnel bien plus que je ne l'aurais pensé.

Les troisième et quatrième chapitre approfondissent les motivations politiques des groupes de mouvement social qui utilisent internet. Dans le chapitre 3, je compare les activistes de droite et de gauche mais en me focalisant particulièrement sur les groupes conservateurs communautaires. Cet exposé numérique du Tea Party et des survivalistes d'extrême droite met à mal l'image des conservateurs dindons de la farce d'un complot des frères Koch. Ce sont des évangélistes numériques à part entière. En écumant le tapage médiatique, je démontre comment les militants conservateurs moyens utilisent internet pour contourner les médias traditionnels dans lesquels ils ne se sentent plus justement représentés.

L'idéologie politique ne se résume cependant pas à une opposition droite/gauche, et le chapitre 4 examine la manière dont les stratégies politiques des groupes – qu'elles soient réformistes ou revendicatrices de changements sociaux radicaux – influencent leur utilisation des médias en ligne. Afin d'expliquer cet aspect du fossé présent dans l'activisme numérique, je compare deux syndicats. L'un des deux est réformiste et concentre ses efforts sur l'influence des décideurs; l'autre, radical, se focalise sur la

mobilisation des démunis. Dans le processus, ces deux syndicats se trouvent dans les camps opposés de Moral Monday, un mouvement d'insurrection pour la justice sociale qui voit le jour pendant mes recherches en Caroline du Nord et qui suscite des vagues de protestation à travers tout l'État. Ce mouvement est à l'origine de la découverte la plus surprenante du livre, et contredit le stéréotype du militant en ligne comme radical de gauche.

Enfin, le livre soulève en conclusion la question de savoir ce qui se trouve en jeu dans ce fossé de l'activisme en ligne, à la lumière de la panique morale suscitée par les tweets de Trump, les bots russes et les dénonciations de fake news.

En 2014, alors que je finissais la thèse qui allait donner naissance à ce livre, je vins m'installer à Toulouse où j'avais accepté un poste à l'Institute for Advanced Studies), qui fait partie de la TSE (Toulouse School of Economics). Je ne pus m'empêcher d'appliquer les résultats de mes recherches au contexte français.

J'en eus l'occasion dès mars 2016, avec le mouvement Nuit debout. S'il fut de courte durée, il s'étendit malgré tout à la plupart des grandes villes de France. Nuit debout présentait des ressemblances frappantes avec Occupy Wall Street outre-Atlantique ; en effet, chacun des deux mouvements semblait être caractérisé par une organisation des plus lâches, une occupation invasive des lieux publics et la tenue d'assemblées générales. Leur cible était les marchés financiers d'une part et les conditions de travail déplorables engendrées par le système capitaliste d'autre part. J'avais été initialement surprise de voir la France sortir indemne de la vague de contestation qui avait ébranlé une grande partie de la planète en 2011, avant de me rendre compte que le climat politico-économique n'y avait pas encore atteint de seuil critique à ce moment-là. Ce que les spécialistes de mouvements sociaux appellent « opportunité politique » apparut seulement cinq ans plus tard. Ce déroulement permit de consolider ma thèse : ce n'est pas internet qui donne naissance aux mouvements de protestation. En réalité, l'activisme en ligne ne fait que refléter l'action des organisations de terrain, comme celles des groupes de gauche essentielles à l'existence de Nuit debout.

Sciences Po Paris me recruta quatre ans plus tard. C'est là que je pus donner une nouvelle ampleur à mon travail en menant des études comparatives de la société numérique en France et aux États-Unis. Je ne manquai pas de matière.

J'intégrai cette composante comparatiste dans mon enseignement en demandant par exemple à mes étudiants de se rendre dans les bibliothèques municipales de banlieues parisiennes pour y tester leur accès à internet. Environ 10 % des Français ne disposent pas d'accès en ligne fiable, un taux semblable à ce que l'on retrouve aux États-Unis. Ce parallèle me fit penser que les mêmes inégalités pouvaient se retrouver dans le cyberactivisme.

Je remarquai aussi la manière dont les plateformes numériques furent utilisées par le mouvement des Gilets jaunes fin 2018. Parmi les anecdotes pour marquer les origines du mouvement, se trouve une vidéo postée sur Facebook. On y voit une femme exprimer son offuscation face à une nouvelle taxe sur le carburant imposée au nom de la lutte contre le changement climatique. Cette énième imposition suscita la colère contre les élites parisiennes, que les habitants des zones plus rurales où la voiture demeure une nécessité considéraient comme coupées de la réalité. Une ribambelle de groupes Facebook vit le jour pour communiquer et organiser les manifestations tenues chaque samedi dans les quatre coins du pays. Quelques semaines plus tard, certains spécialistes et journalistes de la presse internationale commencèrent à débattre du rôle des réseaux sociaux dans le mouvement. Leur influence était-elle centrale ou marginale ? Une étude de l'université de Toulouse menée en décembre 2018 révéla qu'un groupe Gilet jaune comptait déjà plus de 230 000 membres sur Facebook<sup>1</sup>. Elle indiquait également le désarroi des médias et des politiciens devant un mouvement dénué de leader apparent et d'agenda de revendications bien déterminé.

Il apparut rapidement qu'en dépit de son intention populaire initiale, le message des Gilets jaunes se trouvait dévoyé sur les réseaux sociaux. Sur Twitter, des comptes conservateurs anglophones comme celui de Katie Hopkins diffusèrent des versions éditées de vidéos dans le but de mettre en évidence la violence et

le chaos engendrés par les manifestants. Le discours dominant sur la question se transforma sans tarder en revendications formulées par la droite. Baptiste Robert, spécialiste en cybersécurité, fit remarquer que les tweets relatifs aux Gilets jaunes générant le plus d'activité émanaient respectivement des comptes d'un nationaliste polonais, d'une chaîne d'informations turque et d'un sympathisant de Trump affilié à QAnon<sup>2</sup>. En mars 2019, le site de pétitions citoyennes Avaaz reporta dans une nouvelle étude qu'une série de fake news sur les Gilets jaunes avait généré 105 millions de vues sur Facebook<sup>3</sup>. S'y trouvaient entre autres des photos truquées et des vidéos de violence policière sans aucun lien avec les manifestations du mouvement. Cette étude permit également d'exposer que les vidéos diffusées par la branche francophone de RT, la chaîne d'informations russe, avaient reçues deux fois plus de vues sur YouTube que celles de l'ensemble des publications des médias français parmi lesquels figuraient *Le Monde*, *L'Obs*, *Le Huffington Post*, *Le Figaro* et France 24.

Fin 2018, j'intervieai des Gilets jaunes dans un petit village du sud-ouest de la France. En apprenant que j'étais américaine, un des manifestants me demanda si j'avais entendu parler du réseau de pédophilie opéré par Hillary Clinton depuis une pizzeria de Washington DC (théorie conspirationniste connue sous le nom de « Pizzagate »). Un autre se lança dans une longue tirade sur les obligations vaccinales imposées par le gouvernement (et ce, bien avant la pandémie de Covid!), tandis qu'un troisième se lamentait sur le nombre croissant de femmes dans le monde du travail (à la plus grande surprise de ses collègues). L'influence des réseaux sociaux dans le mouvement était évidente. Ce serait cependant une erreur de limiter notre vision de ce soulèvement à ce qui se passait sur Facebook et Twitter. Nombre de manifestants se connaissaient en personne grâce à leurs connexions à un réseau varié d'associations et d'organisations communautaires. Certaines manifestations, comme c'était le cas à Toulouse, étaient dominées par la gauche, mais l'impression d'ensemble penchait clairement à droite. La fiabilité de leurs sources importait peu ; les organisations présentes en ligne avaient les ressources, les compétences

et un message cohérent qui leur permettaient de promouvoir le contenu numérique nécessaire à infléchir le mouvement.

La France fait à présent une nouvelle incursion dans le monde de l'activisme numérique avec la montée en popularité d'Éric Zemmour. Longtemps considéré comme la bête noire de la culture politique hexagonale en raison de ses propos controversés sur l'immigration, cet ancien polémiste d'extrême droite a démontré en 2021 qu'il maîtrisait à merveille ces nouvelles armes de l'activisme numérique. Le monde avait déjà fait l'éloge en 2017 de l'habileté de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron dans le maniement de ces outils, qui s'était elle-même directement inspirée du succès de mobilisation militante opérée par Barack Obama en 2008.

Zemmour est aujourd'hui devenu la voix politique dominante des réseaux sociaux en France. Les hashtags pro-Zemmour figurent régulièrement dans le top des tendances Twitter. Tout au long de l'année 2021, il a laissé sous-entendre une candidature à l'élection présidentielle avec un programme politique qui le placerait à la droite de Marine Le Pen. Il a réussi à prendre rapidement de l'ampleur grâce à ses chroniques quotidiennes sur CNews, l'équivalent français de Fox News aux États-Unis. Des extraits de ses déclarations outrancières sur les questions raciales et d'immigration, dans lesquels il utilise une rhétorique fasciste, circulaient ensuite sur les réseaux sociaux, créant le buzz en ligne. Il a également publié un ouvrage, *La France n'a pas dit son dernier mot*. Tout est en place pour le déploiement de la machine médiatique conservatrice. Comme l'a remarqué l'agence de presse *Bloomberg* dans le profil qu'elle lui a consacré : « tout un écosystème numérique s'est construit autour de cette vedette médiatique », avant d'ajouter que sa « popularité a explosé au cours des 18 derniers mois » sur Facebook. Les groupes de soutien à sa candidature se sont en effet multipliés sur la plateforme ; certains comptent plus de 10 000 membres. Mais tout ne se passe pas qu'en ligne. Zemmour a également trouvé des sympathisants au sein de groupes conservateurs hors ligne tels que le Centre Royaliste d'Action Française, Famille Gallicane et les Zouaves

Paris, deux groupuscules d'ultra-droite ou encore Génération Z (pour Zemmour), un mouvement de rassemblement de la jeunesse qui revendique 5000 adhérents.

Il est cependant impossible de blâmer Zemmour pour tous ces maux. S'il venait à disparaître du devant de la scène, la dynamique de base resterait inchangée. Les groupes conservateurs continueraient à alimenter numériquement l'écosystème médiatique, tout simplement parce qu'ils disposent des messages, du réseau d'organisations et des ressources numériques nécessaires à la diffusion de leur idéologie. La gauche n'a rien de semblable à leur opposer. Je ne veux pas dire que des meneurs comme Zemmour n'ont pas leur importance, mais simplement qu'il est indispensable de se plonger dans les réseaux communautaires qui le soutiennent pour bien comprendre le phénomène. Sa popularité est issue des idées qu'il défend, comme ce fut également le cas parmi les activistes d'extrême droite qui apportèrent leur soutien à Trump. Leur activisme, qu'il soit en ligne ou hors ligne, existait déjà bien avant l'émergence du candidat.

Il est fort inquiétant de remarquer à quel point l'avantage des conservateurs s'est généralisé à travers le monde depuis la première publication du livre en 2019 – a fortiori depuis les débuts de mon étude de terrain aux États-Unis. Les hommes politiques d'extrême droite se sont accaparé l'attention des médias, qui qualifient les élections de Bolsonaro au Brésil et de Modi en Inde d'« élections WhatsApp ». C'est peut-être encore plus perturbant de constater avec quelle énergie la droite a su tirer avantage des plateformes numériques pour promouvoir ses idées avec toujours plus d'audace. Il ne s'agit plus seulement de disséminer ses messages à des fins politiques, mais bien d'orchestrer des campagnes généralisées de désinformation. La popularité fulgurante de QAnon – qui mériterait son propre livre – a mis en évidence la sophistication de ces manœuvres numériques qui finissent par prendre au piège des personnes pourtant initialement peu enclines à supporter des théories complotistes. Pendant la plus grande partie de 2021, en dépit de sondages indiquant la popularité des mesures sanitaires imposées par le gouvernement pour

tenter d'endiguer la pandémie de Covid, certains réfractaires ont réussi à faire entendre leur voix par le biais de l'utilisation judicieuse de hashtags et de réseaux déjà établis sur le terrain pour organiser des manifestations dans les grandes villes de France, donnant ainsi l'illusion d'un mouvement de contestation plus important qu'il n'était en réalité. Les réseaux sociaux sont friands de messages promulguant liberté et sentiment anti-gouvernemental. C'est un des arguments idéologiques principal de ce livre.

Que ce soit sur un plan culturel ou politique, la France a toujours été naturellement sceptique envers les géants de la technologie numérique. Cette méfiance est due en grande partie aux inquiétudes des usagers relatives au partage de données et à la violation de la vie privée qu'elle peut potentiellement entraîner. Mais l'avalanche d'événements de ces dernières années a eu le même effet régulateur en Europe qu'aux États-Unis. On a assisté à une transformation de fond du discours sur la relation entre politique et internet. On a mis sur la table des idées autrefois taboues, comme le démantèlement de conglomérats devenus trop puissants. La France s'est faite porte-voix en faveur de l'adoption de réformes et de garde-fous visant à limiter les excès de ces compagnies, au niveau national comme européen. Mais on a reproduit les erreurs du passé en négligeant de prendre en compte le contexte au sens large que je décris dans cet ouvrage. L'attention était totalement focalisée sur les changements à apporter aux algorithmes, aux fonctionnalités ou à la mise en place de modérateurs, dans l'espoir que ces mises au point, accompagnées d'une plus grande sensibilisation publique, rétabliraient l'équilibre. Mais ces efforts sont demeurés vains, dans la mesure où personne ne s'est rendu compte que les dynamiques les plus pernicieuses en ligne n'étaient que le reflet des déséquilibres structurels et des inégalités de pouvoir du monde réel.

En 2020 par exemple, la France adopta la loi Avia contre le contenu haineux sur internet qui exige le retrait de tout contenu terroriste et pédopornographique dans l'heure qui suit son signalement. Le gouvernement coordonna la mise en place d'un réseau de juristes et de spécialistes pour superviser sa mise en

œuvre. Il fit pression sur les instances européennes pour l'élaboration d'une action coordonnée entre les pays de l'Union. Mais rien ne fut envisagé pour régler le problème de fond, à savoir les personnes et organisations qui créent et partagent ce contenu, lui donnant une visibilité rapidement incontrôlable. S'attaquer directement à ces entités est bien sûr un exercice tout en délicatesse dans une société qui porte tant d'estime à la liberté d'expression. Ses efforts, si limités soient-ils, furent rapidement décriés par divers groupes de défense de libertés, dont La Quadrature du Net (LQDN). L'incapacité persistante à prendre pleinement conscience de l'ampleur de la situation condamne des mesures comme la loi Avia à n'avoir, au mieux, qu'un impact extrêmement limité.

Les plateformes de réseaux sociaux ont cependant promis des solutions, mais les mesures mises en place sont insuffisantes à endiguer la réaction toujours grandissante qui leur fait face. Je continue aujourd'hui à remarquer l'accélération des facteurs exposés dans ce livre qui conduisent internet à favoriser le pouvoir déjà en place, particulièrement lorsqu'il est de droite.

Je me répète, mais les solutions proposées par les hommes politiques et les responsables des plateformes de réseaux sociaux ne prennent pas suffisamment en considération ce qui se passe à la base, là où les outils numériques rencontrent et se mettent au service des conditions matérielles du monde réel – les inégalités, les institutions, les différentes idéologies. Ce n'est pas seulement par manque de volonté ou parce qu'ils ne savent pas s'y prendre. C'est aussi parce que les inégalités systémiques transforment ces plateformes en véritables mégaphones de la parole conservatrice. C'est pour cette raison que j'ai choisi de m'intéresser non pas aux grosses pointures qui attirent généralement l'attention des journalistes, mais à tous ces anonymes qui se trouvent sur le terrain.

Je suis ravie que mon travail soit à présent traduit en français. Cela me permet non seulement de partager mes conclusions auprès d'un nouveau public, mais aussi de prendre du recul face à une situation en constante évolution. On pourrait penser que les analyses issues de mes observations réalisées il y a presque dix

ans aient perdu de leur pertinence. L'univers des réseaux sociaux a depuis lors été bouleversé à plusieurs reprises, que ce soit par l'émergence de TikTok, l'adoption de nouvelles plateformes comme les serveurs Discord ou encore le service de streaming vidéo Twitch. Tout au long de ma carrière, les outils numériques utilisés à des fins politiques n'ont cessé d'évoluer et de se multiplier. On a vu l'apparition des applications de messagerie instantanée et de Snapchat. Le Facebook de 2019 ne ressemblait déjà plus au Facebook de 2009, et était fort différent de celui proposé en 2022 par sa nouvelle maison mère, Meta. Les fonctionnalités y sont bien sûr infiniment plus riches et nuancées, mais la plateforme elle-même compte aussi désormais plus de 2 milliards d'utilisateurs. La seule chose que l'on puisse prédire aujourd'hui est la répétition de ce cycle sans fin, et la promesse de nouveaux rebondissements apportés par des gadgets et des connexions de plus en plus performants.

Chaque génération d'outils numériques finit cependant par entrer en collision avec la réalité de la vie et des circonstances des individus. La communication, que ce soit par le biais d'une cassette VHS, d'un bot russe ou des dessins des caricaturistes de la Révolution française, a toujours joué un rôle central dans la diffusion des mouvements politiques ; ce ne sont que les outils utilisés qui changent.

Il subsiste cependant des vérités de base sur le potentiel des nouvelles technologies à accroître le militantisme politique : les personnes et les organisations dotées de ressources, de messages cohérents et de structures hiérarchiques efficaces sont celles en position de naviguer avec succès sur les eaux tumultueuses de l'univers numérique

Cet ouvrage tente de mettre en lumière ce qu'il advient lorsque militantisme et numérique se rencontrent. En tant qu'universitaire, je suis en dialogue constant avec d'autres sociologues et politologues, mais également avec des collègues spécialistes en communication. Mon objectif est de donner à tous les lecteurs – activistes, législateurs, journalistes, employés du secteur technologique, ou

encore simples citoyens curieux d'en apprendre davantage sur la question – de quoi les intéresser, quelle que soit leur orientation politique. Ce livre s'adresse à tous ceux qui souhaitent se plonger dans les profondeurs de la politique numérique, des modalités d'organisation d'une manifestation à la création de mèmes. Mais parce que j'y aborde également les débats parfois sensibles autour des notions d'inégalité, de militantisme, de mouvement, de syndicat, et de politique, ce livre convient aussi à tous ceux qui s'intéressent à ces questions. J'espère qu'il permettra aux lecteurs de mieux déchiffrer le passé et qu'il leur servira de guide pour appréhender avec plus de justesse l'ampleur de l'édifice sur lequel repose l'activisme numérique qui continuera à définir notre réalité pour les années à venir.

« **Un travail édifiant.** »

— *Usbek & Rica* —

« **Ce livre sur le thème des réseaux sociaux ne contribuera pas à la prise de conscience que vous souhaitiez, mais à celle dont vous avez besoin.** »

— *Wired* —

« **Jen Schradie montre que le terme d’"activisme numérique" ne devrait pas évoquer l’image d’un étudiant de gauche ou d’un militant syndical, mais plutôt celle d’un membre d’un think-tank adepte des nouvelles technologies.** »

— *Kirkus Reviews* —

Internet a été salué comme un formidable outil de démocratie participative. On lui reconnaît un rôle essentiel dans les mobilisations des Printemps arabes ou de *Occupy Wall Street*, et l'émergence de mouvements tels que *Black Lives Matter* ou #MeToo. Son image s'est toutefois dégradée à mesure que les réseaux sociaux ont été pointés du doigt pour leur participation à la propagation des *fake news*.

Jen Schradie, chercheuse à Sciences Po, montre comment le web est devenu une arme nouvelle dans l'arsenal des mouvements conservateurs.

Sur la base de la situation américaine, elle met en évidence trois facteurs déterminants dans la propagation des idées de droite sur internet: la fracture sociale, exacerbée sur le web, l'organisation hiérarchisée et les moyens financiers engagés par des partis de droite, et la nature même des messages relayés. Elle épiluche les différentes couches de la surmédiation et met ainsi à jour un terrain numérique inégal, largement délaissé par la classe populaire, au profit de groupes réformistes de droite aux avant-postes du cybermilitantisme. L'analyse d'un système interconnecté d'organisations communautaires et professionnelles de droite lui permet de réfuter les récentes allégations selon lesquelles des individus comme Trump, des réseaux d'informations comme Breitbart, des plateformes comme Google ou encore des pays comme la Russie seraient les seuls responsables de la situation actuelle.

En parallèle de l'émergence de mouvements comme #NuitDebout ou des Gilets jaunes, la montée en popularité d'Éric Zemmour confirme que la France n'est pas épargnée par le phénomène.

À l'heure où l'activisme hashtag fait les gros titres, le cybermilitantisme radical s'avère redoutablement efficace. Il accélère et renforce les rapports de classe et la polarisation idéologique de nos sociétés.

Après avoir réalisé plusieurs films documentaires, **Jen Schradie** a obtenu un doctorat en sociologie de l'université de Californie et du Centre pour les nouveaux médias de Berkeley. Ses domaines de recherche couvrent divers aspects sociaux des technologies de l'information et de la communication, en particulier ceux relatifs à la fracture numérique, à l'activisme social et aux travailleurs du digital.

**quanto**

www.editionsquanto.com

24.50 €

